

La Lettre du C.D.E.S.

BULLETIN DU RESEAU

Le COMBAT SYNDICALISTE

I.S.S.N.: 1240-0009 * C.P.P.A.P.: 721171 * N°28 * 10 Francs

AVRIL-MAI 1994

LE PERE NOEL EST UN BALLADUR

GÉNIAL! JE REMPLACE
MA VOITURE PAR UN JEUNE
ET J'EMPOCHE 6000 F!



BBLACKS, BLANCS, BEURS, UNIS CONTRE LES EXPLOITEURS
C.i.P. : POUR L'AMNISTIE DE TOUS LES CONDAMNÉS
**RÉSISTANCE À LA MILITARISATION
DANS LA RUE**

avis à la population

- **PREMIER MAI** : A partir de 12 heures, sur les coteaux de Pech David, (à côté de la table d'orientation - château d'eau) la C.N.T. organise un ECHANGE SUR L'ACTUALITE SOCIALE. Animation musicale. Amenez votre pique-nique. Possibilité de faire vos grillades sur place.
- **6 MAI : LE FEMINISME** : Le libre débat, à bâtons rompus, organisé chaque premier vendredi du mois par le C.D.E.S. portera en Mai sur "Le FEMINISME", 7 rue St Rémésy, à 20 h. 30.
- **8 MAI : MONTBRUN** : Les créateurs du Marché de Montbrun (Haute-Garonne) vous invitent à leur PREMIERE FETE: tiercé d'ânes et de mulets, dépôt d'une gerbe pacifiste, tables de presse libertaire et autres.
- **11 MAI : DIAPOS**: A l'initiative des Jeunes libertaires projections du diaporama "Espagne 36, Révolution libertaire", puis débat, à 20 heures précises, au local 7 rue St Rémésy.
- **16 MAI : PROCES** : Le procès des manifestants anti-CIP de Toulouse aura lieu au tribunal, place du Salin, à partir de 8 heures. Faites connaître votre solidarité.
- **22 MAI: SOMPORT** : Un rassemblement international est organisé contre la construction du tunnel du Somport. La C.N.T. de diverses villes (Pau, Bordeaux, Toulouse, Paris...) y participera. Des autobus sont prévus au départ de Toulouse. Se renseigner au 61 52 86 48.
- **3 JUIN : DEBAT** : Le débat "à bâtons rompus" du mois de juin portera sur "LA JEUNESSE, NOUVELLE CLASSE SOCIALE ?", au local, à 20 h. 30.
- **REFLECHIR AU SOLEIL** : Le prochain camping de la C.N.T. aura lieu du 1er au 7 août 94.
Dès à présent, reprenez ces dates.

MODE D'EMPLOI

- **C.N.T.** : la Confédération Nationale du Travail, section française de l'A.I.T. (Association Internationale des Travailleurs) est anarcho-syndicaliste. Son siège confédéral se trouve à Bordeaux (C.N.T., Vieille Bourse du Travail, 34 et 42 rue de LALANDE, 33000).
- A travers son C.D.E.S. (Centre de Documentation et d'Etudes Sociales), l'Union régionale de Toulouse de la C.N.T. organise diverses activités (rencontres, débats, sorties, bibliothèque...) et publie tous les deux mois, dans le cadre du réseau de presse "Le Combat Syndicaliste" ce bulletin.
- Les Jeunes libertaires se réunissent également dans les locaux de la C.N.T.
- **NOTRE ADRESSE** :
C.N.T., 7 rue ST REMESY 31000 TOULOUSE
- **POUR NOUS CONTACTER** : N'hésitez pas
 - à passer aux permanences :
C.N.T., C.D.E.S., le samedi de 17 à 19 heures,
Jeunes libertaires, le samedi de 15 à 17 heures,
 - à nous téléphoner : 61 52 86 48 (répondeur)
 - à participer à nos diverses activités.
- **POUR VOUS ABONNER, POUR ACHETER NOS BROCHURES** :
Utilisez le C.C.P. : C.D.E.S. , N° 3 087 21 H Toulouse.
- **TARIF DE L'ABONNEMENT A "LA LETTRE DU C.D.E.S.-Combat Syndicaliste"** :
Un an ; abonnement normal : 50 francs,
Un an ; abonnement de soutien : 100 francs et plus.

C.I.P.

AMNISTIE DE TOUS LES CONDAMNES

Pendant un mois, des manifestations anti-CIP ont déferlé à travers tout le pays.

Leur importance n'a eu d'équivalent que le déploiement injustifié des forces de police auxquelles elles ont donné lieu.

CRS et fonctionnaires en civil ont pullulé autour de la moindre manifestation pacifique de lycéens. Tout cela relève plus de l'intimidation que du maintien de l'ordre.

Deux lycéens, d'origine algérienne, ont été dans un premier temps expulsés, au mépris de toute justice. Plusieurs autres jeunes, jugés en "flagrant délit" ont été lourdement condamnés (jusqu'à six mois de prison ferme à Nantes). D'autres encore passeront devant les tribunaux dans diverses villes les jours à venir.

Alors que le gouvernement a reconnu, en le retirant, qu'il avait provoqué la population et que son décret instituant les CIP devait légitimement être annulé, il est anormal que ceux qui ont eu raison de manifester soient condamnés.

Il est important d'exiger la relaxe des inculpés et l'amnistie immédiate et totale de ceux qui ont déjà été condamnés.

ECRIVEZ VOTRE SOUTIEN AUX PRISONNIERS

- condamnés à la suite de la manifestation du 17 mars à Nantes :
- Michel GOUDEMONT, N° d'érou 35363, Maison d'arrêt, 9 rue Descartes, 44036 NANTES Cedex.
- Patrice CHAIGNE, N° d'érou 35365, même adresse.

"Blacks, Blancs, Beurs Unis contre les exploiters"

Au delà de son mobile immédiat, la lutte contre les C.I.P. marque l'irruption d'une nouvelle génération, de toute une génération, dans le champ social.

Le caractère particulièrement massif des manifestations ne peut laisser aucun doute sur ce point. En effet, si les cortèges de rue sont habituels à Paris, et dans une moindre mesure dans les capitales de région, il faut d'entrée de jeu souligner que le mouvement contre le C.I.P., qui a pris une ampleur toute particulière en province, a touché, outre les métropoles, des communes d'à peine quelques milliers d'habitants, secouant le pays en profondeur.

Là ne réside pas la seule caractéristique intéressante de ce mouvement. Si les premiers manifestants ne faisaient que revendiquer l'annulation du C.I.P., une proportion non négligeable de la jeunesse a donné au mouvement, au fil des jours, un caractère plus général de contestation, affirmant le droit de "vivre à 100%", la solidarité entre toutes les catégories de jeunes sans distinction de niveau d'étude ou d'origine géographique, dénonçant la cupidité du système capitaliste, les brutalités policières.

Tous les jeunes n'ont pas fait, bien entendu, ce cheminement idéologique, mais nombreux sont ceux pour lesquels le voile qui cachait la réalité sociale a commencé à se déchirer. Rapidement, il est devenu évident pour ces manifestants que les entreprises capitalistes n'ont pas la fonction idéale que l'Etat, par la mobilisation permanente de tous ces moyens de propagande (des médias à l'école), travaille à imposer à nos esprits.

Le cynisme qui soutendait tout le décret sur les C.I.P. a mis brutalement en évidence pour de nombreux jeunes, qui ne s'y attendaient certes pas, que l'entreprise capitaliste est un lieu où l'on exploite les gens, que le seul objectif du système capitaliste est de faire de l'argent au mépris des êtres humains.

Toutes les fariboles avalées jusqu'à maintenant ont pris un sacré coup de vieux : non, l'entreprise capitaliste n'est pas là pour "donner du travail aux gens", "accueillir et former des jeunes", "as-

Mais où donc étaient, sinon les "vieux", du moins les salariés? La question mérite d'être posée. En effet, il n'a échappé à personne que les C.I.P. signifiaient ouvertement l'abandon du SMIC et que leur application se serait inévitablement traduite par le licenciement massif de salariés plus ou moins âgés qui auraient été remplacés par des jeunes payés à 80 % du minimum.

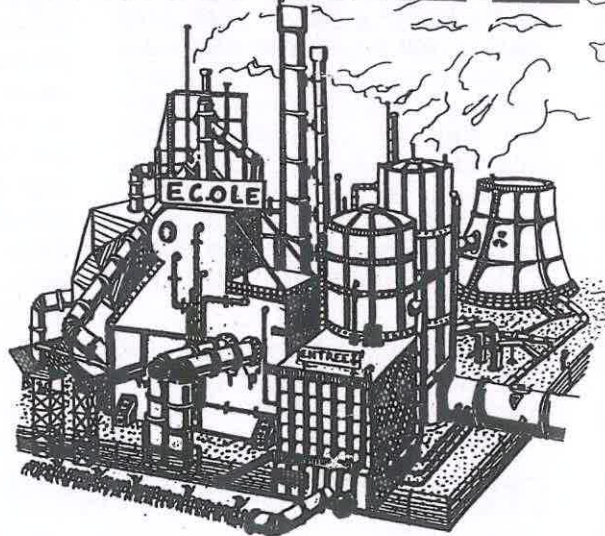
Les salariés étaient donc directement concernés par cette mesure. D'autant plus que les C.I.P. ne sont qu'une des retombées de la loi quinquennale sur l'emploi, loi défavorable en tous points aux intérêts des salariés. Or, si les centrales dites représentatives ont affiché une opposition plus ou moins molle et plus ou moins tardive aux C.I.P. et à divers aspects de la loi quinquennale, force est de constater qu'à aucun moment elles ne se sont données les moyens de passer véritablement à l'action. Et cela alors même que leur base (largement composée de parents de manifestants) n'aurait pas demandé mieux. Bien au contraire, elles ont contribué à entretenir une certaine confusion. Ainsi, alors

que la rue exigeait le retrait pur et simple du décret des C.I.P., nos syndicalistes professionnels, à l'exception de la C.G.T., demandaient le maintien des "négociations" pour "modifier", "améliorer" le texte.

Même après le 7 mars, quand il était clair que la jeunesse le rejetait de la première à la dernière ligne, la C.F.D.T., F.O. et la C.F.T.C. déclaraient que seules "les dispositions qui conduisent à un SMIC jeune" devaient être retirées, les autres

• SUITE AU VERSO

ASSEZ



surer la production nationale et le bien-être".

L'Etat et les patrons ont, en quelque sorte, tombé le masque.

Il n'est dès lors pas étonnant que, dans les nombreuses villes où nous avons été présents, les propositions de la C.N.T., des Jeunes Libertaires ou des CLE-CNT (Collectifs Lycéens Etudiants) aient été bien accueillies par une fraction non négligeable des manifestants qui ont rejoint nos cortèges.

Les jeunes étaient donc dans la rue.

Blacks, Blancs, Beurs, unis contre les exploiters

• SUITE DU RECTO

mesures (on se demande d'ailleurs lesquelles) étant à conserver !

Plus encore, il faut remarquer que la C.G.T. avait choisi pour sa "journée nationale pour le droit au travail et à la vie" un samedi, jour peu propice s'il en est à la mobilisation des étudiants, et que, si la C.F.D.T., F.O. et la C.F.T.C. réalisèrent leur "journée d'action décentralisée" en semaine, le 17 mars, elles prirent généralement la précaution d'appeler à des manifestations **après** 17 heures, sachant bien qu'ainsi la majorité des lycéens n'y participerait pas.

On aurait voulu éviter que "jeunes" et "vieux" se rencontrent enfin dans la lutte, qu'on ne s'y serait pas pris autrement.

Evidemment, le risque était gros pour les syndicats dits représentatifs qu'à l'instar des jeunes leurs adhérents ouvrent les yeux et abandonnent quelque peu le corporatisme, l'égoïsme et le réformisme qui nourrissent les structures syndicales d'intégration. C'est bien pourquoi, tout en organisant des "journées pour le droit à la vie", en appelant plus ou moins ouvertement à des "marches de chômeurs" et en continuant à "défendre l'emploi" comme si de rien n'était, C.G.T., C.F.D.T., F.O. et autres C.F.T.C. se sont bien gardées de prendre la seule mesure qui pouvait envoyer le plan quinquennal dans son ensemble à la poubelle : lancer un mot d'ordre de grève générale. Restant prudemment dans le domaine de la négociation, nos grands syndicalistes responsables n'ont pas été capables de faire ce que de simples lycéens ont fait.

Pour finir sur ce point, il faut signaler que le comble du ridicule a été atteint par les organisations syndicales d'enseignants (F.S.U., S.E., S.G.E.N., C.G.T.).

Tout en déclarant soutenir le mouvement, en poussant parfois les élèves à manifester, elles n'ont pas concrètement bougé le petit doigt. Tandis que leurs élèves manifestaient, les

enseignants de la F.S.U. ou du S.G.E.N. faisaient, en toute solidarité, la classe devant des chaises... vides. Jamais solidarité ne sera restée aussi verbale (pour ne pas écrire verbeuse) et aussi démonstrativement inutile.

Ayant ainsi prouvé une fois de plus leur refus de la lutte et leur inutilité, il est assez probable que les "grandes centrales syndicales" continueront à voir leurs effectifs s'éroder. En tout cas, il est certain que ce n'est pas dans la nouvelle génération qu'elles puiseront à l'avenir beaucoup de forces. Car la génération en question, et ce n'est pas son moindre intérêt, semble allergique aux manoeuvres des bureaucrates. Le journal "Le Monde", peu suspect d'anarcho-syndicalisme, concluait ainsi au 30 mars un premier bilan : "*Jamais un mouvement d'étudiants et de lycéens ne se sera joué autant des relais institutionnels classiques, syndicats et associations*". Il n'y a plus que Balladur (qui les consulte encore) pour croire que les U.N.E.F. (les deux), la F.I.D.L. et autres éleveurs de gauchistes et de politiciens représentent quelque chose (*1). Les jeunes, eux, leur tournent le dos.

Finalement, ce sont les patrons que l'on a le moins entendu dans cette affaire. Directement liés au gouvernement et

donc au décret des C.I.P., ils sont restés pratiquement muets dès le début du mouvement, sentant probablement que tout ce qu'ils pourraient dire se retournerait contre eux. Leur silence a été payant, car ils auront, une fois de plus, avec l'aide directe du gouvernement et la complicité de toute la technocratie, tiré les marrons du feu : Avec les C.I.P., ils économisaient 20 % sur les salaires; sans les C.I.P., ils empocheront 1000 F par mois pour chaque jeune sous contrat.

X.F

(*1) Tout comme les organisations "représentatives" de salariés, dirigées par des gens qui n'ont jamais travaillé (ou depuis si longtemps...) ou certaines associations de chômeurs (dans lesquelles on trouve des permanents syndicaux, des politiciens mais pas ou peu de chômeurs), les organisations officielles de jeunes n'ont pas peur du ridicule: ainsi, la F.I.D.L., organisation qui est censé regrouper des lycéens, était représentée sur le perron de Matignon par une demoiselle Cecile Amar... étudiante en maîtrise à la Sorbonne. Quatre ans après avoir quitté le lycée, elle parle encore au nom des lycéens. On est éternellement jeune quand on est une femme (ou un homme) politique, c'est bien connu.

LES GRANDES QUESTIONS DE NOTRE TEMPS



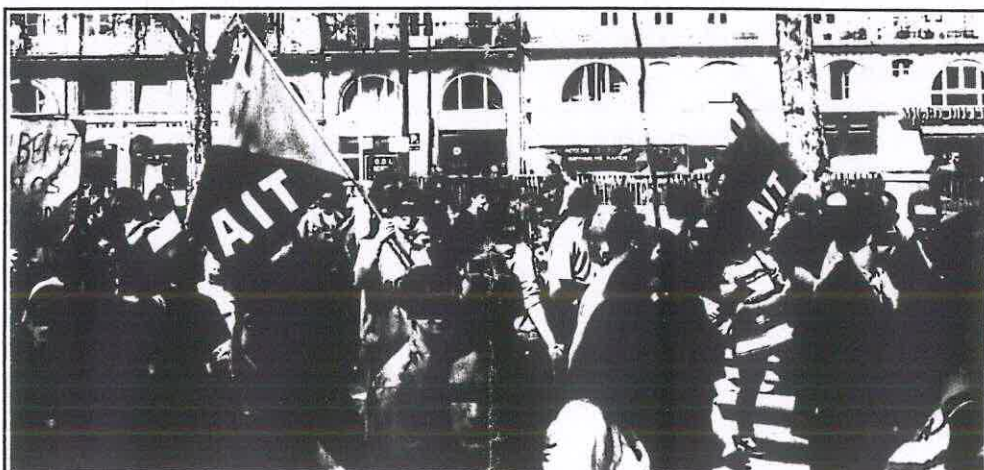
Comme de très nombreuses villes de province, Toulouse a été marquée tout au long du mois de Mars par des manifestations massives de jeunes face à la tentative du gouvernement d'imposer le CIP, nouveau moyen pour contourner le SMIC. Ce mouvement de contestation s'est traduit par la mobilisation immédiate de plusieurs milliers de jeunes exigeant le retrait pur et simple du CIP; parmi eux une importante part des contestataires ont vu en ce décret le reflet d'une société capitaliste devenant de plus en plus invivable. C'est pourquoi *Jeunes Libertaires*, *CNT* et *Groupe Chômeur* (dénonçant à travers le CIP une société de domination et d'exploitation) reçurent, dans les manifestations successives un écho non négligeable et grandissant parmi une jeunesse sans illusions. Nombreux furent, en effet, ceux qui se retrouvèrent dans nos idées,

dans nos slogans, plus combatifs et plus profonds qui exprimaient une révolte beaucoup plus large, dépassant

le cadre très restreint des revendications de certains étudiants qui ne défendaient que leur droit à percevoir ... le SMIC. Ceux qui pensaient pouvoir canaliser facilement la révolte en furent pour leurs frais. Ainsi, lors de la manif du 17 mars, les "grands" syndicats avaient prévu d'endormir le peuple en passant sur une énorme sono les dernier titres du "Top 50". Mal leur en prit : les cables de la sono furent arrachés, les baffles bousculés... et les chanteuses à la mode remplacées par la liberté de parler au micro pour qui



• 25 mars : Une partie de notre cortège : au premier plan un drapeau de la C.N.T., puis la banderole des J.L.-CNT ("Toujours les mêmes exploités"). Tout au fond, celle du Groupe Chômeur ("Si personne ne chôme à ta place, que personne ne décide pour toi")



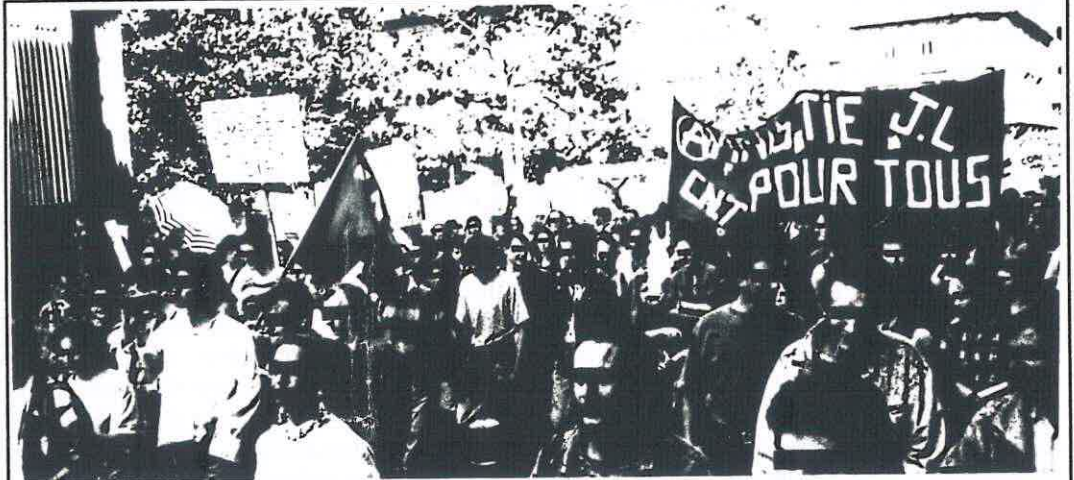
• Un autre aspect de la manif, les drapeaux de la CNT-AIT dans le cortège

le voulait. Cette forte mobilisation sur des thèmes non réformistes montre bien qu'une prise de conscience s'est réalisée lors de ce mouvement. Mais cela a aussitôt provoqué l'inquiétude des services d'ordre étudiants et des syndicats favorables à la négociation qui s'étaient donnés pour rôle de canaliser, de contrôler le mouvement. Ils ont essayé, en collaborant parfois étroitement avec la police, de mettre à l'écart, de marginaliser les *Jeunes Libertaires* et la *CNT*, dénonçés comme des "éléments perturbateurs", comme des "casseurs". Cela alors qu'aucune "casse" n'a été signalée à Toulouse, si ce n'est une poubelle incendiée (en dehors d'une manifestation) et quelques autres pécadilles. Mais la rhétorique de Pasqua n'a pas besoin de s'appuyer sur des faits pour propager les fantasmes policiers y compris à "gauche" et à "l'extrême gauche".

Plus encore, quand un cortège (dans lequel on ne pouvait voir pourtant que des banderoles rouges et noires...) emprunta dans son parcours improvisé par les militants (au grand dam de la police et des services d'ordres) la rue St Rome, (une des plus commerçantes du centre ville), aucune des nombreuses vitrines n'en souffrit. Même "La Dépêche" dut reconnaître le lendemain qu'il n'y avait pas eu la moindre "casse". Les seuls incidents, sans gravité, se produisirent chaque fois à l'initiative des C.R.S. qui provoquèrent les manifestants en leur barrant délibérément le passage... Autant de provocations minables qui n'ont même pas pu sauver leur CIP.

M. (J.L)

Il me sera difficile d'exprimer dans cet article le moment intense que nous avons pu vivre au cours des manifs anti-CIP, car les mots ne pourront certainement pas traduire le pied que nous Jeunes Libertaires, avons pu prendre. Je ne prétends pas analyser cette période, seulement faire partager un sentiment que d'autres ont peut être éprouvé.



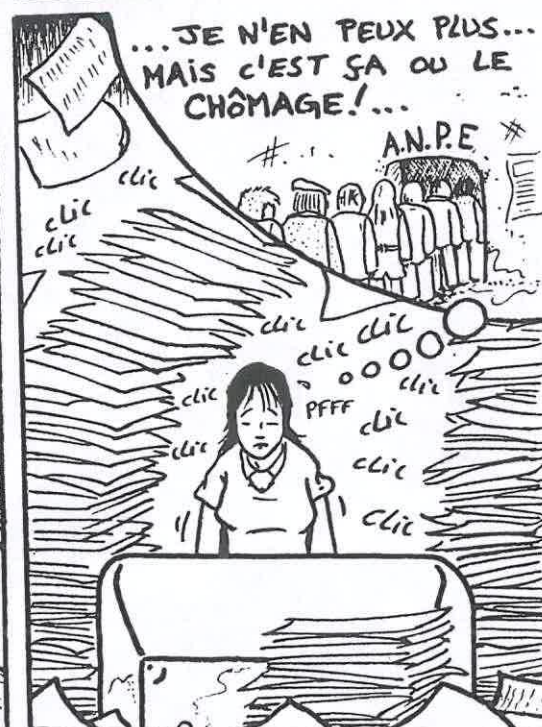
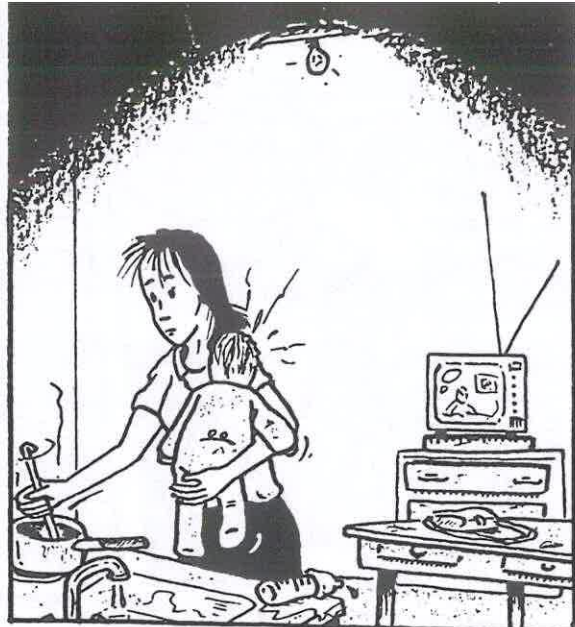
• La dernière manif. Au premier plan un drapeau CNT. Derrière, la banderole des JL et de la CNT : "AMNISTIE POUR TOUS"

Une manif de 40 000 personnes à Toulouse : nous étions cernés par ces professionnels du syndicalisme défilant sagement lors de ce fameux 12 Mars, prémisse des futures manifs. Comme un cheveu sur la soupe nous gueulions déjà ces slogans (UNE SEULE SOLUTION LA RÉVOLUTION, C'EST PAS LES JEUNES QU'IL FAUT FORMER C'EST LA SOCIÉTÉ QU'IL FAUT TRANSFORMER) qui nous distingueront, nous permettront enfin de nous confronter, et nous imposeront comme un mouvement syndical révolutionnaire qui existe toujours et plus que jamais. Ainsi les trois structures (J.L., CNT, G.C.) donnent le ton et nous vivons des manifs bien différentes de celle de ces jeunes politicards (JCR, JC, UNEF), de ces lobotomisés d'étudiants futurs piliers de cette société inhumaine, de pouvoir et d'argent. Mégaphone en main, nous sommes le cortège le plus virulent, le plus dynamique parce que le plus convaincu. Le plus pittoresque aussi (qu'est devenu l'homme aux antennes sur sa casquette, le chanteur au méga, l'agité du bocal qui sautait partout, le trompettiste et son "OLE" ?). Nous n'avons épargné personne, ces syndicalistes et leur service d'ordre que nous avons un peu bousculé le jour où F.O. profitait d'une manif pour la récupérer en faisant place St Étienne un show avec un matériel HI-FI impressionnant et à la clef un joli discours : "Vous êtes nos futurs dirigeants, futurs syndiqués prenez votre carte !". Nous on leur a simplement débranché, avec détermination, la sono et un copain du groupe chômeur est intervenu pour dire qu'il était honteux qu'ils mettent la musique à fond pour empêcher les jeunes de s'exprimer... Les flics en civil n'ont pas été épargnés non plus car nous les dénoncions aux manifestants, excédés, ils m'ont dit texto : "La CNT ont cherché à vous coincer depuis jeudi, tu remues l'oreille on te tue!". Cela dit nous sommes toujours vivants, plus vivants que ces politiciens effrayés, déroutés par nos cortèges "Anarchistes casseurs !". C'était d'ailleurs le seul faux argument qu'il leur restait pour s'opposer à nos interventions lors des manifs ou des A.G. de la faculté. L'un d'entre eux un jeune-vieux communiste poussa même le ridicule jusqu'à prétendre que nous envoyions des gosses de 13 ans au casse pipe. À entendre ces hystériques JCR et autre S.O.(T), un profane pouvait penser que nos manifestations se déroulaient non pas à Toulouse mais à Sarajevo... Parfaitement ridicule. Mais le plus important pour moi fut, de préparer de façon réellement démocratique les tracts, débattre des décisions stratégiques entre tous les militants, ouvrir les discussions avec de nouveaux sympathisants. Nos six tracts furent rédigés de façon commune lors de réunions plénières. Puis ils étaient maquetés, tirés (pas moins de 1000 tracts à chaque fois, le plus gros tirage fut 5000 tracts et sur toute la période le total dépasse les 15 000) et distribués par des militants et sympathisants ! La stratégie des manifs ? Elle aussi discutée en commun, parfois une heure avant la manif quand nous faisons le point. Mais il y aurait tant à dire sur cette période. Ce fut pour chacun de nous un grand moment comme il y en aura je l'espère bien d'autres. Ensemble nous lutterons avec cette réelle envie de changer les choses...

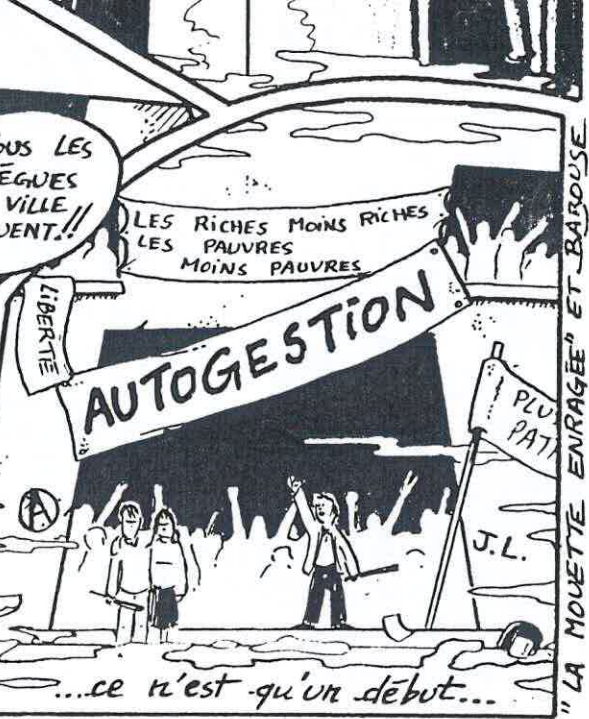
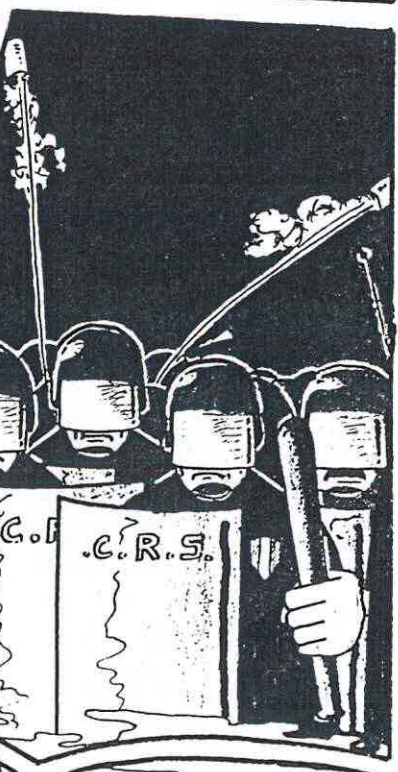
R, jeune chômeur, militant J.L.

S
O
U
V
E
N
I
R
S

S
O
U
V
E
N
I
R
S



TOURNEZ LA PAGE POUR CONNAÎTRE LA SUITE ∞ →



TOUTE REPRODUCTION FORTEMENT ENCOURAGÉE

L'AUTOGESTION, C'EST LE PARTAGE ENTRE TOUS DES RICHESSES POUR QUE CHACUN EN PROFITE, SANS CHEF, SANS ARMÉE, SANS ETAT.
SI VOUS VOULEZ EN PARLER AVEC NOUS, VOUS POUVEZ NOUS ECRIRE :
JEUNES LIBERTAIRES C/o CNT 7 rue St REMESY, 31000 TOULOUSE.

"LA MOUETTE ENRAGÉE" ET BAROUSE

Groupe Chômeur de Toulouse

Un "Groupe Chômeur" vient de se créer à Toulouse suite à une actualité sociale importante, l'adoption du CIP, décret visant d'après nous à accentuer l'exploitation de l'homme par l'homme.

Certains de ces chômeurs, souhaitant se faire entendre, ont déjà constitué différents groupes ou essais de rassemblement (Etats généraux, A.C. ou encore TO7). En vain... N'ayant pas trouvé d'échos à leurs revendications, ils semblent trouver dans le cadre de la C.N.T. une aide, un soutien, une résonance à diffuser leur idée : une transformation radicale de la société basée sur une autre valeur que le fric : l'être humain.

De ce fait, il se veulent basés sur un fonctionnement libertaire, avec absence totale de hiérarchie, où tous s'investissent dans le but de construire une société nouvelle.

Lutter contre le chômage est absurde. Nous préférons lutter contre les inégalités entre celui qui travaille et celui qui ne travaille pas. Car ces inégalités sont voulues par ceux qui détiennent les moyens de production et utilisent à leur gré la force de travail de chacun.

Notre lutte passe par une réflexion profonde concernant les changements de société, et

surtout concernant les productions des biens et des richesses, et leurs répartitions équitables.

Dans l'immédiat, nous réclamons un revenu garanti pour chaque individu, sans contrepartie. Ce revenu doit lui permettre de pouvoir vivre dignement et librement. Nous préférons cela plutôt que de voir se perpétuer le salariat en échange d'un "travail"

HEURE D'ÉTÉ



souvent superflu, parfois nuisible. (nucléaire, fabrication d'armes, etc...).

Nous dissocions la notion de revenu de la notion de travail. Notre lutte passe par le respect de l'individu, de son droit de vivre, de son autonomie au sein de la collectivité humaine. Nous voulons mettre en oeuvre les moyens nécessaires pour favoriser son épanouissement, sa liberté, seuls garants de sa solidarité

et de sa responsabilité au sein de cette même collectivité.

Nous rejetons le terme d'*exclu*. Le système capitaliste n'ayant aucune dimension humaine ou morale, c'est nous qui excluons ce système! Nous nous organisons malgré et contre ce système, en tant qu'êtres humains, et en vue d'un projet collectif que nous bâtirons à la base. Nous tenons à rappeler que le travail, dans cette société, cela peut être sale, dégradant, humiliant, et c'est en tout cas aliénant. Le travail a toujours usé les salariés pour ne profiter qu'à une minorité. Nous sommes excédés par la création d'un véritable business autour du chômage. Le business financier par la création de journaux, de syndicats, d'associations, et le business électoral. Nous souhaitons prendre nos problèmes en main, et non nous laisser manipuler par ceux qui ne cherchent pas à résoudre réellement les problèmes des chômeurs. Etant salariés, ils ont une vue différente du chômage puisqu'étant "de l'autre côté de la barrière". Regardons l'évidence en face : le travail, il n'y en a plus pour tout le monde; celui-ci disparaîtra du vocabulaire des 3/4 de la société. Ne dépensons plus notre énergie à lutter contre des moulins à vent, mais utilisons notre énergie, notre imagination à inventer, construire un autre futur.

Celui où l'homme sera libre et épanoui.

Vive le droit au bonheur.

Le Groupe Chômeurs

- Réunions du "Groupe Chômeurs", chaque mardi à 20 h. 30, dans le local de la C.N.T., 7 rue St Rémésy.
 - Chômeurs, précaires, RMIstes,...
- ...vous êtes cordialement invités.**

QUAND LECLERC NOUS ECLAIRE

Samedi 26 mars, E.D.F. expose "sa" vérité: le nucléaire, c'est sans danger, c'est même bon pour la santé, c'est propre et cela rend intelligent.

Cela se passe au Centre commercial de Blagnac, dans la galerie marchande des magasins Leclerc.

A chaque caisse, des petits bonhommes, tout de blanc vêtus, contrôlent la radioactivité des marchandises vendues. Au près d'un chariot renversé signalé comme radio-actif, des gens sont allongés à même le sol.

"Nous contrôlons la situation, vous ne courrez aucun risque", annonce une voix.

Les hommes en blanc, c'est "Planète en Danger" et les "Amis de la Terre". Ils mettent en scène un incident nucléaire "sans gravité". Bientôt une cinquantaine de personnes se dirigent vers le nucléostand d'E.D.F.. Dans la salle d'exposition on découvre des films de propagande, des panneaux mensongers, des maquettes trop propres pour être honnêtes. Chacun commente, à son tour les contre-vérités étalées dans la salle. Des marqueurs entrent en action et l'exposition pro-nucléaire prend enfin une allure plus objective.

Quelques jours plus tard, un "incident" se produira dans le Centre nucléaire de Cadarache.

Un incident, bien sûr, sans danger ni conséquence...

Popaul

RENCONTRES ANTIMILITARISTES

Du 1er au 4 avril, à l'initiative du C.O.T. (Collectif des Objecteurs Tarnais), ont eu lieu des journées antimilitaristes à Vaour dans le Tarn. L'Union locale de la C.N.T. de Toulouse était co-organisatrice (avec d'autres organisations) et plusieurs de ses militants ainsi que quelques Jeunes Libertaires étaient sur place tout le long du séjour.

Malgré la pluie ininterrompue -sauf par la neige le samedi soir (preuve que les antimilitaristes n'ont pas de dieu !), l'ambiance était chaleureuse, le camping sympa, les repas excellents et la cuvée antimilitariste réchauffante.

Quant aux conférences, je ne peux pas en dire autant sur toute la ligne. D'un point de vue purement informatif, certes, elles ont rempli leur office; mais il n'en est pas ressorti de solutions concrètes ni vraiment une tactique à adopter.

Ce genre de rencontre aurait pu, vu les thèmes abordés ("agir contre les guerres, résister à la militarisation", "opposition à la conscription", "femmes et militarisation"...), impulser un mouvement de lutte, de résistance, à l'exemple de celui des objecteurs-insoumis en Espagne. Au lieu de cela, on a même pu entendre dire par l'un des conférenciers qu'il fallait passer d'une armée offensive à une armée de défense (un de nos compagnons n'a pas manqué de lui rappeler que nous étions à des rencontres antimilitaristes...). Il y a bien sûr eu des interventions plus intéressantes, comme le résumé de la situation par rapport au combat des insoumis en Espagne par des membres du M.O.C. espagnol ou la rétrospective des actions menées par l'association Planète en Danger, mais elles n'ont eu qu'un écho modéré.

Au delà des conférences, c'est dans leur ensemble, comme lieu permettant de nouer des liens entre anti-militaristes, d'élaborer des actions que ces journées présentent un bilan positif. Souhaitons au C.O.T. de pouvoir récidiver le plus souvent possible, car il devient indispensable de mettre un terme à la racaille en uniforme.

Le nombre d'objecteurs de conscience ne cesse d'augmenter d'année en année, mais il ne s'agit pas de se contenter d'un service civil qui représente (comme les T.U.C., les C.E.S. ou le C.I.P.- une nouvelle forme d'exploitation, une main d'oeuvre à bon marché, un profit de plus pour les patrons.

Il faut s'organiser pour en finir avec ce système. A bas toutes les armées.

Un objecteur de conscience, militant Jeunes Libertaires-C.N.T.

SOFIANE, NACERA ET LES AUTRES

Vous vous souvenez de Sofiane ? Assassiné à 15 ans, à bout portant, tombé dans un piège prémédité par le garagiste Baptiste, partisan de la "légitime défense". Les gendarmes aussi s'en souviennent : fin mars ils ont ramassé 14 membres de sa famille et de ses proches et les ont gardés 36 heures. Tout ça pour rien. Enfin, juste pour les intimider, dès fois qu'ils veulent réagir lors du procès de l'assassin.

Et Nacera, ça vous dit rien ? Elle faisait un C.E.S. au tribunal de Toulouse, elle a été licenciée pour avoir manifesté sa solidarité avec la famille de Sofiane. Son mari avait été lui-même abattu dans une affaire similaire.

On vous tue votre enfant et puis on arrête toute la famille, on vous tue votre mari et puis on vous vire. Puisqu'on vous dit que nous sommes au Pays des Droits de l'Homme...



LOGEMENT : MAIS DE QUELLE CRISE PARLE-T-ON ?

L'hiver s'achève... et chacun a voulu se donner bonne conscience en évoquant l'éternel problème des sans-abri, des S.D.F. qui ont souffert de froid et de misère. Quelques-uns se sont acharnés à développer le nombre de lits pour ces démunis pendant les périodes hivernales, cependant cela ne reste que provisoire...

En effet, une fois l'hiver passé, la poussée d'altruisme des bonnes gens estompée, quand tous auront regagné leurs pénates avec la conscience légère, les sans-abri, eux, n'auront plus qu'à ressusciter l'hiver suivant. Pourtant, des toits, il en existe, non pas par centaines mais par milliers, voire même par millions. On frôlerait actuellement les deux millions de logements vacants, sans même parler des logements occasionnels et des résidences secondaires (les chiffres donnés doivent être manipulés avec beaucoup d'attention). Mais, en France, les politicards, les journalistes, les proprios et même notre bonne Simone Veil veulent nous faire gober l'existence d'une crise du logement. Nous ne sommes pas dupes; si ces individus agissent de la sorte, c'est qu'il y a spéculation immobilière et enjeux économiques cachés derrière cette mascarade. Pendant qu'ils se remplissent les poches, d'autres n'ont rien à se mettre sous la dent, et, plus dramatique, n'ont pas de logis. Or, pourtant, le 31 mai 1990, la loi relative au droit au logement a été promulguée.

Trois ans après :

- 400 000 personnes sans abri, en habitat précaire ou en centre d'hébergement,
- 500 000 logements en état de surpeuplement grave,
- 400 000 logements insalubres.

C'est seulement lorsque les thermomètres avoisinent le zéro, les moins deux, moins trois et que plusieurs gens meurent frigorifiés que les médias

accourent, profitant de l'occasion pour relancer les discours humanitaires qui ne résolvent rien, bouclant ainsi la "Une" par un "super méga scoop". La populace alors s'apitoie, la larme à l'oeil, le mouchoir à la main, s'agenouillant ainsi devant les victimes. Derrière ces morts, pourtant, il reste les autres:

- ceux qui vivent dans la rue, dans des caves sans eau, sans électricité, dans des endroits infestés par la vermine et les rats,

- ceux qui ont la "chance" d'avoir un appartement, un appartement de cinq pièces où s'entassent quinze personnes par exemple. Enfants et adultes cohabitent dans un espace restreint. Les conditions de vie quotidienne sont insupportables, la scolarité des plus jeunes est vouée à l'échec

faute de lieux propices à la concentration et à l'apprentissage des connaissances. Le manque d'intimité entraîne des conflits affectifs et familiaux au sein du groupe...

- ceux qui squattent chez les uns et les autres.

Et tout ces gens sont catalogués "marginiaux", "délinquants", "illettrés", "alcooliques"; considérés comme non intégrés à la société, et le plus souvent qualifiés "d'asociaux". Pourquoi leur refuser un droit que l'on reconnaît à tous les autres puisque **"Garantir le droit au logement constitue un devoir de solidarité pour l'ensemble de la nation..."** (*1) ?

Or, il semblerait que les mesures prises en faveur de ce droit ne soient pas très convaincantes puisque le nombre de S.D.F. ne cesse de croître d'année en année. Il est pourtant des lois qui seraient plus appropriées à la situation actuelle, notamment la loi de Réquisition (*2). Celle-ci permet au préfet

• SUITE AU VERSO



LOGEMENT: MAIS DE QUELLE CRISE PARLE-T-ON?

• SUITE DU RECTO

de mettre temporairement à disposition d'une personne un logement contre le gré du propriétaire de l'immeuble ou de l'habitation. Les réquisitions ne peuvent en principe (en principe !!!) excéder une durée de cinq années. Les locaux réquisitionnables sont les locaux vacants, inoccupés ou insuffisamment occupés. Les bénéficiaires éventuels d'une réquisition sont les personnes dépourvues de logement, logées dans des conditions insuffisantes ou encore menacées d'expulsion.

Il ne s'agit pas pour nous de discourir ici sur les lois et la justice, les chiffres parlent d'eux-mêmes.

En 1990: 1 896 000 logements vacants, 400 000 logements occasionnels, 2 414 000 résidences secondaires; soit un total de 4 710 000. Tous ces logements sont susceptibles d'être réquisitionnés.

Mais alors, de quelle crise du logement parle-t-on ?

Les logements ne manquent pas; seulement, d'un côté les promoteurs et les politicards nous vantent les bienfaits de la construction de logements, qui, selon eux, constitue la source génératrice d'emploi (leur théorie: 1 logement = 2 emplois), de l'autre, les proprios pleurent sur le sort de cette fausse crise. Ce ne sont que maintes simulations et prétextes permettant une hausse considérable des loyers. La loi de réquisition résoudrait la majeure partie du problème des sans abri.

"Pas de travail sans logement et pas de logement sans travail"; c'est la triste devise que les proprios et les patrons lancent à la tête de ceux qu'on

qualifie de clodos, de bons à rien, de fainéants et d'alcoolos parce qu'ils ont tout perdu ou bien parce qu'on leur a tout pris. "On", c'est les banques, les proprios, l'Etat, les patrons, les bourgeois, et bien d'autres encore. 1 896 000 logements vacants d'un côté, de l'autre 400.000 S.D.F., les comptes ne sont pas difficiles à faire. Le droit au logement pour tous serait ainsi garanti sans que l'on ait à nous prétexter une vraie-fausse crise du logement.

La fausse crise, c'est celle dont les proprios nous parlent: pas assez de logements disponibles par rapport à la demande, donc, augmentation des loyers "si vous trouvez que votre appart. est trop cher, alors tant pis, d'autres attendent derrière vous!"

La vraie crise, c'est le nombre de logements vides, disponibles

et que l'on refuse de mettre à la disposition de ceux qui sont dehors. Cela permet aux proprios, aux agences immobilières, de spéculer.

Est-ce que le droit à la propriété est supérieur au droit à la vie?, surtout quand cette même propriété est abandonnée au temps, parce que d'autres orientations politiques en matière d'économie sont favorisées pour le bien du capital, de la spéculation et du profit. Il n'y a plus de droit quand il s'agit de la spéculation sur la vie. Le droit au bien-être, au bonheur pour tous doit être reconnu et acquis comme une valeur supérieure à la propriété dans une société de progrès et surtout humaniste. Le capitalisme engendre ses méfaits: dominé par l'argent, le logement n'est pas considéré comme une nécessité mais comme un produit marchand rentable, source de spéculation et de profits pour les proprios. De plus, l'autre raison et intérêt de ces lo-

gements vacants est qu'ils servent à la restructuration économique du capitalisme, destiné aux populations mobiles.

Derrière les discours humanitaires démagogiques et pleurnichards fondés sur la charité et surenchéris par les médias toujours à l'affût du cliché habituel du "plus pauvre que soi", du "S.D.F. clodo et crado", se cache une autre réalité vue de l'intérieur, celle de l'Etat et de la classe bourgeoise, drainant ainsi ses hordes d'exclus et ses temps de misère.

Pourtant, le problème du logement, du "toit pour tous" ne semble pas récent.

En effet, déjà au siècle dernier, dans les colonnes du "Révolté", de "L'anti-concierge" ou du "Père Peinard", les questions du logement, de l'insalubrité, de la cherté des loyers, des expulsions et des maisons d'ouvriers étaient largement abordées. "Le Révolté", partisan de la reprise contre les propriétaires écrivait: "Plus de lâches subterfuges! S'il s'en trouve que l'on expulse, qu'ils résistent par la force! Si nous sommes contraints de céder, incendions les palais de nos maîtres!" (*3).

Que dire pour finir de ces 22 milliards de francs pour la construction de nouveaux logements sociaux balancés par les H.L.M.? Que dire également de l'Etat lui-même qui attribue 8 milliards de francs en primes de construction? Etc... difficile d'évaluer le budget, que ce soit pour la construction de logements ou l'accession à la propriété. Logique absurde d'un système de gestion capitaliste.

Une adhérente
de l'UI CNT Caen

(*1): Article premier, loi N° 90.449 du 31 mai 90 visant à la mise en oeuvre du droit au logement.

(*2): Article L 342 du Code de l'Urbanisme et de l'Habitat.

(*3): Extrait du "Révolté", Juillet 1883.

**"EST-CE QUE
LE DROIT
A LA
PROPRIETE
EST
SUPERIEUR
AU DROIT A
LA VIE ?"**

LA POLITIQUE ANTI - IMMIGRES

On assiste actuellement en France à une opération d'envergure contre les immigrés. Il s'agit d'une double offensive.

D'un côté le gouvernement utilise la force en intensifiant la recherche et l'expulsion des immigrés dits clandestins. Il délivre le plus difficilement possible les renouvellements de permis de séjour (en particulier en ce qui concerne les étudiants qu'un simple échec à un examen peut transformer en "clandestins" : acceptés par les Facultés, ils se voient refuser de plus en plus souvent la carte de séjour). Les nouvelles lois compliquent la situation des enfants d'immigrés qui, bien que nés en France ne peuvent obtenir la nationalité française qu'à 16 ans après des démarches administratives qu'une campagne d'information - que l'on attend toujours - devait expliciter. On assiste également à une remise en cause du droit d'asile. Toutes ces mesures sont destinées à séduire l'électorat d'extrême-droite.

D'un autre côté, le gouvernement collabore avec l'IDS (Immigration Développement Sahel) organisation soutenue par les gouvernements d'Afrique noire. Il s'agit dans ce cas de donner une formation de un an aux immigrés clandestins contre une promesse de retour définitif dans leur pays. Cette formule, que certains présentent comme "humaniste", a surtout l'avantage pour le gouvernement français de garder le contrôle du savoir et de la formation et donc de garder un contrôle supplémentaire sur les anciennes colonies. De plus, l'IDS, subventionné par le gouvernement français, a reçu pour mission d'organiser dans les pays d'Afrique noire une campagne contre l'émigration vers la France. C'est moins cher que d'aider réellement au développement.

J.-P.

LE PROBLEME DES DECHETS NUCLEAIRES ENFIN RESOLU

Un lecteur nous signale que des agriculteurs de Charente, à qui les pouvoirs publics veulent imposer une décharge nucléaire, ont mis récemment au point une méthode du plus grand intérêt scientifique pour se débarrasser élégamment des déchets radioactifs. Totalement rassurés en effet par les arguments des autorités qui prétendent que la décharge nucléaire se composerait de "quelques fûts émettant des rayonnement alpha qu'une feuille de papier suffit à arrêter et, qui plus est, vitrifiés par un procédé absolument sûr", ils ont adressé au Préfet le courrier suivant :



"Monsieur le Préfet,

"Vous disposez, au sein du CEA, de la COGEMA, de l'ANDRA et autres organismes impliqués de près ou de loin dans l'industrie nucléaire civile et militaire, d'un nombre considérable d'employés, techniciens, ingénieurs bien informés, connaissant parfaitement les substances en question et les précautions qui s'imposent, et si bien assurés de leur parfaite innocuité qu'ils en arriveraient presque par moment à nous en convaincre. Ils sont en outre peu susceptibles de tomber dans le panneau des théories écologiques, voire anti-nucléaire.

"La solution est là. Simple comme l'oeuf de Christophe Colomb. Notre idée tient en un mot. Il s'agit de confier à chacun de ces employés la garde d'une petite quantité de ces matières. Et pour cela, quoi de plus sûr et de plus inviolable que leur estomac? Chacune de ces personnes devrait avaler la valeur, disons, d'un gros oeuf vitrifié, préalablement enveloppé d'une feuille de papier contre les rayons alpha et peut-être d'un pochon plastique bien noué pour ne pas mouiller le papier.

"On nous objectera que cela risque à la longue d'occasionner une gêne pour ces personnes. Nous pouvons vous assurer que non. Nos vaches vivent très bien avec un gros aimant dans la panse afin de retenir les corps métalliques étrangers et cela ne les gêne en rien. Vos techniciens qui n'ont pas, comme elles, à faire un long chemin pour trouver leur maigre pâturage, ne devraient pas en souffrir beaucoup plus.

"Il serait logique de disposer de plusieurs tailles "d'oeufs radioactifs vitrifiés", adaptés à la position hiérarchique de tout ce petit monde. Les ingénieurs, directeurs et autres têtes pensantes, forts de leurs certitudes, pourraient ainsi avaler une quantité supérieure à celle des simples subalternes. Il serait également judicieux d'étendre le procédé aux politiciens de tous bords qui, par conviction, arrivisme ou lâcheté ont favorisé la dissémination de l'industrie nucléaire. A défaut d'avoir quelque chose dans la tête, ils auraient ainsi quelque chose dans le ventre

"Dans l'espoir que cette solution aussi efficace que peu onéreuse retiendra votre attention, recevez, Monsieur le Préfet..."

Précarité, flexibilité, flux tendu, nouvelle trinité, pour un recul sans précédent de la condition salariale:

• **La précarité** : embauche par Contrat à Durée Déterminée (C.D.D.), le temps que l'employeur s'acquitte de la commande, puis retour au réservoir de main-d'oeuvre : l'A.N.P.E.

• **La flexibilité** : s'applique à tous les salariés en C.D.E. mais aussi en C.D.I. (Contrat à Durée Indéterminée), "salariés maison" la logique est simple : c'est le carnet de commande qui fixera les horaires et les jours de travail. Dès que le quota annuel d'heures (autour de mille six cents heures) sera atteint, vous resterez chez vous; un C.D.D.

prendra votre place jusqu'à ce que la nouvelle année civile autorise votre réemploi. Ce qui signifie la disparition de vos "39 heures", de votre

"semaine de cinq jours"... même si au début, le projet du gouvernement n'est pas trop méchant; il faut bien habituer en douceur...

Qui empêchera les employeurs de prétexter que la concurrence bénéficie d'un taux de flexibilité plus avantageux que la compétitivité... que la règle de l'économie de marché imposent une déréglementation totale et que chaque entreprise doit fixer la flexibilité selon ses besoins. Dès lors, des centaines de combinaisons sont possibles suivant les types de production -d'été ou d'hiver-, bien ciblées -liées aux fêtes, au tourisme, etc...-. Parce que l'électricité, le téléphone, les transports seront meilleur marché à tel moment, telle entreprise aura des horaires d'été extrêmement longs, tandis que l'hiver les horaires seront très faibles... Une autre choisira des jours très chargés et d'autres réduits. Celle-là préférera généraliser les équipes de deux fois douze heures car sa production l'y autorisera, tandis qu'une autre préférera trois fois huit heures. Pire encore, on pourrait avoir plusieurs employeurs pour obtenir son quota annuel.

• **Le flux tendu** : actuellement, la production est stockée pour répondre à une commande. La journée de travail étant fixe, elle ne peut s'adapter aux à-coups de production. Les stocks sont faits pour cela. Mais voilà, les stocks, ça coûte très cher! Construire les entrepôts, les chauffer ou les réfrigérer, les entretenir, etc... Les marchandises, ça se gâte, ça s'abîme, se vole ou se démode. Il faut conditionner les stocks et reconditionner pour la vente. Les stocks, c'est de l'argent immobilisé. L'employeur a payé la fabrication, il doit attendre la vente pour se faire rembourser. Cet argent serait plus utile sur son compte-courant. Alimenter le fonds de roulement éviterait les emprunts de tréso-

rie -créant des frais financiers- et pourrait, par placement, créer des revenus financiers. Désormais, plus de stock d'entreprise ni d'atelier. Il faut travailler à la commande : Grosse commande = gros horaires et embauches ; petite commande = faibles horaires et peu d'embauche.

La société devient une immense caserne où chaque citoyen producteur accourt à la mobilisation du "général patron". Je vous laisse imaginer ce que sera votre vie sociale et la gestion de votre temps libre. Comment programmer ses vacances, ses fêtes de famille ou d'amis, l'école des enfants, sa propre vie affective, quand, désormais, vous n'avez plus droit à des jours fixés d'avance et com-

muns à la grande majorité des individus ?

La nouvelle trinité (précarité, flexibilité, flux tendu) est dialectiquement liée, et des milliers de

possibilités sont offertes... Toutefois, un volant de salariés fixes, dits "maison" est nécessaire pour une bonne production, car embaucher des inexpérimentés, c'est plus d'accidents du travail, de pièces mal usinées (rebut), une mauvaise coordination des groupes, un manque de savoir-faire, de code commun... Les ressources humaines dans l'entreprise avec leurs "psycho-sociologues" vont avoir du boulot ! D'autant que le flux tendu, c'est risqué. Il suffit que les salariés ou même un petit groupe se mettent en grève et, faute de stock, l'entreprise est bloquée. En conservant un volume de salariés fixes, triés sur le volet, bien soumis, la pacification de l'entreprise s'en trouve confortée aussi. Pacifier l'entreprise passera par l'intégration du syndicalisme au consensus social : quelques miettes, quelques privilèges, en rapport à chaque influence, subventions et discours consensuels faisant le reste.

Le flux tendu social paraît trop dangereux pour que le patronat s'y ose. Peut-il, pour la moindre pièce manquante, le défaut d'une partie de la main d'oeuvre, stopper la production ?

La nouvelle donne, c'est de s'organiser en fonction de cette situation ... D'abord si un certain syndicalisme s'intègre au jeu du capitalisme, nous devons en construire un qui soit en rupture, puisque sur ce terrain, la pacification, c'est la régression. Organisons-nous de façon discrète, de manière à ce que le patron sache difficilement qui est qui. Repenser ou revenir à un véritable syndicalisme de lutte, de terrain, adapté à la nouvelle situation, passe par la critique des grandes centrales réformistes, l'analyse de leurs impasses, de leurs fonctions réelles dans les luttes.

Un adhérent C.N.T.

**HIER ESCLAVE,
AUJOURD'HUI FLEXIBLE,
QUEL PROGRES !**